

VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Suisse et Liechtenstein

Une publication du SE de Berne
Semaine du 2 février 2026

Faits saillants

- Selon une étude du KOF, le climat des affaires s'est nettement amélioré en janvier 2026.
- UBS : Résultats annuels en hausse.
- Le financement des start-ups est reparti à la hausse en 2025.
- Initiative populaire "Pas de Suisse à 10 millions" : une étude alerte sur les risques pour l'économie suisse.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/02	Var. vs 30/01
EUR/CHF	0,9171	- 0,4 %
USD/CHF	0,7784	+ 1,4 %
SMI	13 381	+ 1,8 %
Taux 10a	0,303 %	+ 1 pb

Macroéconomie

Conjoncture : Selon une [étude](#) de l'Institut KOF (Centre de recherches conjoncturelles de l'école Polytechnique de Zurich), la situation des affaires pour le secteur privé s'est nettement améliorée en janvier 2026. L'indicateur calculé par le centre de recherches progresse depuis août 2025 pour atteindre en janvier 16,5, soit +7,5pp par rapport à août 2025, et +5,8pp par rapport à janvier 2025. La hausse de l'indicateur de la situation des affaires en janvier est principalement due à l'évolution dans le secteur manufacturier, où la situation économique s'est nettement améliorée. La situation a également progressé dans les services financiers et assurances, le commerce de gros, l'hôtellerie et restauration ainsi que dans la construction. Par ailleurs, les entreprises sont plus optimistes qu'auparavant quant à leurs perspectives commerciales pour les six prochains mois.

Initiative « Pas de Suisse à 10 millions » : Une [étude](#) réalisée sur mandat de la Fédération des entreprises romandes Genève (FER Genève) et publiée le 6 janvier analyse les conséquences démographiques, économiques et sur l'environnement de l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions », qui vise à plafonner la population résidante permanente de la Suisse à 10 millions d'habitants avant 2050. Les simulations montrent que cet objectif ne peut être atteint que par une réduction massive du solde migratoire, de plus de 50% dès 2035, entraînant une baisse importante de la population active et un vieillissement accru. Cette évolution aggraverait la pénurie de main-d'œuvre, freinerait la croissance économique et pèserait sur les finances publiques, notamment l'AVS. Les secteurs dépendants de la main-d'œuvre étrangère seraient particulièrement touchés. Sur le plan environnemental, la limitation démographique aurait un effet limité, car l'empreinte écologique dépend surtout des modes de consommation et des politiques publiques. L'étude montre également que les objectifs de durabilité seraient mieux atteints par des mesures ciblant directement les émissions et la consommation plutôt que par un plafonnement de la population.

Travailleurs frontaliers : L'URSSAF a publié son étude annuelle sur les travailleurs frontaliers en Suisse (cf. [étude](#)). Le nombre de frontaliers en Suisse progresse : à fin septembre 2025, selon l'Office fédéral de la statistique suisse, 410 000 personnes franchissent quotidiennement la frontière pour travailler en Suisse, une hausse de 1,8% sur un an. Parmi ces frontaliers, 58% (236 000) résident en France. En 2024, on comptabilisait 234 000 transfrontaliers français en Suisse. Trois quarts de ces frontaliers français se concentrent dans trois départements limitrophes de la Suisse, une majorité venant de Haute-Savoie (56% frontaliers), suivie du Doubs (18%) et du Haut-Rhin (11%). En 2024, le canton de Genève accueille un français sur deux. Enfin, près des deux tiers des frontaliers français sont concentrés dans 5 secteurs d'activité : l'industrie manufacturière (20%), les activités de service administratifs et de soutien (13%), le commerce (13%), la santé humaine (11%), et les activités spécialisées scientifiques et techniques (11%).

Marché du travail : En janvier, [le taux de chômage au sens du SECO](#) a augmenté de +0,1 point pour atteindre 3,2%. Les offices régionaux de placement (ORP) comptabilisaient 152 280 personnes inscrits à la fin, soit une hausse de +3,4% par rapport au mois de décembre et de +12,2% par rapport à janvier 2025. Selon les analystes du SECO (Secrétariat d'Etat à l'Economie), cette évolution s'inscrit dans la lignée d'une tendance observée depuis 2023 (où le taux de chômage avait atteint un point historiquement bas, à 2,0% en moyenne sur l'année), notamment dans l'industrie. Le taux de chômage devrait encore augmenter jusqu'à l'été prochain selon le SECO qui espère une amélioration après la période estivale. Pour mémoire, le taux de chômage calculé au sens du BIT s'élève à 5,1% au 3^{ème} trimestre 2025 (dernière donnée disponible).

Priorités d'Economiesuisse pour 2026 : La faîtière Economiesuisse a fixé le 3 février ses [priorités](#) pour défendre la place économique helvétique en 2026, dans un contexte de tensions géopolitiques et économiques mondiales. Elle plaide ainsi pour une diversification aussi large que possible des relations commerciales et pour des conditions-cadres attractives. La maîtrise de l'endettement public est aussi une priorité de la faîtière économique, qui soutient la stabilisation des finances fédérales ces prochaines années et le respect du frein à l'endettement. Economiesuisse appelle aussi à une forte réduction de la bureaucratie et des charges administratives, notamment via la numérisation. Par ailleurs, elle s'oppose à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions » qui prévoit l'introduction d'un plafond démographique trop rigide et aurait un impact négatif important sur l'économie et l'emploi. Enfin, en termes de défense, elle estime important de collaborer avec les pays européens, au vu de la situation sécuritaire actuelle.

Secteurs financiers

UBS : Le groupe bancaire UBS a de nouveau dépassé les attentes du marché pour ses performances en 2025 en dégageant un bénéfice net de 7,8 Mds USD (+53% par rapport à 2024 ; [cf. communiqué d'UBS](#)). Le groupe prévoit ainsi de relever le dividende octroyé aux actionnaires à 1,10 USD, soit une hausse de +22% sur un an. Malgré ces bons résultats, la division de gestion de fortune du groupe aux Etats-Unis a toutefois enregistré des sorties de fonds importants (14,1 Mds USD au 4^{ème} trimestre) à la suite d'une réorganisation des activités dans un contexte de forte concurrence aux Etats-Unis. Malgré ces difficultés, les Etats-Unis restent le principal marché de la gestion de fortune du groupe, avec 2283 Mds USD d'actifs sous gestion fin 2025 contre 891 Mds en Suisse. Au total, les avoirs sous gestion du groupe ont pour la première fois dépassé 7000 Mds USD (dont plus de 4700 Mds dans la gestion de fortune), contre plus de 6000 Mds à fin 2024. Par ailleurs, le ratio de fonds propres (CET1) s'est établi à 14,4% et le ratio CET1 à 4,4% fin 2025, démontrant la solidité des capitaux du groupe. Enfin, l'intégration de Crédit Suisse se poursuit et UBS a même revu son plan de réduction des coûts un peu à la hausse puisqu'il a précisé vouloir réduire ses charges de 13,5 Mds USD d'ici la fin de l'année (par rapport à 2022) alors que l'objectif initial était de 13 Mds.

Secteurs non financiers

Start-ups : Le financement des start-ups suisses est reparti à la hausse en 2025, pour atteindre près de 3 Mds CHF selon les chiffres du « Swiss Venture Capital Report ». Cela représente une

augmentation de 23,9% par rapport à 2024 (2,4 Mds CHF), et de 27,1% par rapport à 2019, avant la pandémie de covid (2,3 Mds CHF). Les résultats de 2025 montrent un retour de l'appétit des investisseurs pour le risque : plus d'1 Md CHF a été investi dans de jeunes entreprises réalisant leurs premiers pas, soit une augmentation de 73% par rapport à 2024. Néanmoins, les difficultés persistent pour les tours de financement compris entre 10 et 20 M, ce qui correspond souvent à un stade intermédiaire dans le cycle de vie de start-up, avant d'atteindre le statut de scale-up. Si les biotechs attirent les investisseurs, avec un montant record de près d'1 Md CHF investi, 2025 a été marquée par un rebond du financement des start-ups actives dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international>

Responsable de la publication : Etienne OUDOT de DAINVILLE

Rédaction : Julie MURO, Justine BULTEL

Abonnez-vous : berne@dgtrésor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Crédits visuels : Pixabay